

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du vendredi 22 novembre 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 15  
Procuration(s) : 3  
Absent(s) : 8  
Nombre(s) de votants : 18  
Vote(s) pour : 18  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : jeudi 14 novembre 2024

DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0284

**Portant sur le projet de décret portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Nadjima SAID, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Madame Bibi CHANFI

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Alain SARMENT

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Farianti M'DALLAH

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;  
**Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission permanente ;  
**Vu** la lettre de saisine de Monsieur le Préfet de Mayotte en date du 08 novembre 2024 ;

**Considérant** le rapport n°2024-2406 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** l'avis de la commission Administration générale, Transport et Transition écologique en date du 21 novembre 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,

**DECIDE**

**Article 1 :** d'émettre un avis favorable au projet de décret portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable ;

**Article 2 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et son affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme**  
**Le Président du Conseil départemental**

**Ben Issa OUSSENI**



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 08 octobre 2024

Le préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU

**Objet :** Projet de décret portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable.

**P. Jointe:** 4

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable élaboré par le ministère du travail et de l'emploi.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte, **selon la procédure d'urgence**.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

[secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr)  
[consultation@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:consultation@mayotte.pref.gouv.fr)

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général

  
Sabry HANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail, et de l'emploi

**Décret n° du**

**portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de  
l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable**

NOR : TEMD2428884D

***Publics concernés :** salariés, employeurs, Agence de services et de paiement.*

***Objet :** modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle.*

***Entrée en vigueur :** les dispositions du texte s'appliquent aux demandes d'indemnisation adressées à l'autorité administrative au titre des heures chômées par les salariés à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.*

***Notice :** le texte relève à 8,46 euros le taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle versée à l'employeur à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024. Il fixe en outre à 9,40 euros le taux horaire minimum de l'allocation versée aux employeurs qui bénéficient de l'activité partielle de longue durée au titre des heures chômées à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.*

***Références :** le décret, ainsi que les textes qu'il modifie, peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport de la ministre du travail, et de l'emploi,

Vu le code du travail, notamment son article D. 5122-13 ;

Vu le décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020 modifié relatif au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable, notamment son article 7 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 13 novembre 2024,

#### Article 4

Le ministre du travail et de l'emploi est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le XXX

Par le Premier ministre :

Michel BARNIER

La ministre du travail et de  
l'emploi,

Astrid PANOSYAN-BOUVET



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail et de l'emploi

**Décret n°**

**portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de  
l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable  
applicable à Mayotte**

NOR : TEMD2428887D

***Publics concernés :** salariés et employeurs à Mayotte, Agence des services et de paiement.*

***Objet :** modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable applicable à Mayotte.*

***Entrée en vigueur :** les dispositions du texte s'appliquent aux demandes d'indemnisation adressées à l'autorité administrative au titre des heures chômées par les salariés à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.*

***Notice :** le texte adapte les taux horaires minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité réduite pour le maintien en emploi applicables à Mayotte à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024, en cohérence avec les évolutions prévues pour le reste du territoire national. Il relève à 7,29 euros le taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle applicable à Mayotte, versée à l'employeur à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024. En outre, il fixe à 8,10 euros le taux horaire minimum de l'allocation applicable à Mayotte, versée aux employeurs qui bénéficient de l'activité partielle de longue durée au titre des heures chômées à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.*

***Références :** le présent décret et le décret, ainsi que les dispositions du code du travail qu'il modifie, peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

## Article 4

La ministre du travail et de l'emploi et le ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le **XXX**.

Par le Premier ministre :

Michel BARNIER

La ministre du travail et de  
l'emploi

Astrid PANOSYAN-BOUVET

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer,

François-Noël BUFFET